Union SNUI - SUD Trésor Solidaires

BOITE 29 - 80 RUE DE MONTREUIL 75011 PARIS - Tél. 01.44.64.64.44 - Fax 01.43.48.96.16
union@snuisudtresor.fr snuisudtresor.fr

Communiqué de presse

Paris, le 7 janvier 2011

« 35 heures » : la grande mystification

Lors de ses vœux aux partenaires sociaux le 6 janvier 2011, Nicolas Sarkozy a profité du débat et de la polémique sur les « 35 heures » (savamment entretenus de longue date par le Medef et les libéraux et relancés par l'un des représentants du parti qui a mis en place les « 35 heures ») pour entretenir un flou tout à la fois inquiétant et révélateur sur ses intentions réelles en la matière.

Pour de trop nombreux responsables politiques, l'enjeu ne porte désormais plus seulement sur le détricotage des « 35 heures », un mouvement déjà amorcé sans pour autant que la durée légale n'ait été modifiée, mais bien d'ouvrir un débat sur un choix de société particulièrement régressif : la vieille marotte des conservateurs consistant à augmenter et déréglementer la durée du travail.

Des propos inquiétants

En déclarant qu'en matière de temps de travail, il n'y avait *« aucun tabou »* et que le pouvoir d'achat devait être préservé, Nicolas Sarkozy ouvre la porte à des reculs sociaux sans précédent.

Or, augmenter le temps de travail tout en stabilisant le pouvoir d'achat (exprimé en salaire mensuel) revient à admettre, en l'absence de précision, que la rémunération horaire peut baisser.

Et même si la déclaration présidentielle concernant le pouvoir d'achat vise à assurer la stabilité du salaire horaire, la rémunération globale à temps de travail égal diminuerait tout de même puisque les heures effectuées au-delà de la durée légale ne bénéficierait plus de la majoration pour heures supplémentaires…

En finir avec la durée légale et les majorations pour heures supplémentaires, tel est donc le réel but des pourfendeurs de tous poils des « 35 heures ».

Un révélateur des choix politiques

La réduction du temps de travail est un mouvement séculaire : elle a toujours été combattue par les conservateurs, avec les mêmes arguments. Pour autant, elle n'a pas empêché, bien au contraire, le développement économique et social, la création d'emplois ou encore la production de richesses (qui a continuellement augmenté depuis le 19ème siècle)…

Les pourfendeurs des « 35 heures » omettent de plus systématiquement de signaler que la France est le pays où la productivité est la plus élevée et où le coût du travail (cotisations sociales comprises) n'est pas le plus élevé. D'autres pays ont en effet un coût du travail équivalent voire supérieur au coût du travail français (Allemagne, Grande Bretagne, Danemark…et bien d'autres), qu'il s'agisse du coût global ou du coût pondéré par la productivité. Ces vérités doivent être rappelées pour en finir avec les idées reçues véhiculées par le discours tenu par les « conservateurs ».

Une hausse de la durée du temps de travail ne serait pas simplement un recul social, ce serait une véritable régression qui n'aurait pas d'impact économique positif. Au contraire, cela aboutirait notamment à déformer un peu plus le partage de la richesse nationale (de la valeur ajoutée) au détriment de la rémunération du travail.

Flous, inquiétants et porteurs d'une véritable régression économique et sociale, les propos de Nicolas Sarkozy sont en revanche clairs sur un point : travailler plus pour gagner moins, telle semble être désormais la nouvelle orientation présidentielle…